



Soutien à notre collègue de St Nazaire

Réunis en Assemblée Générale le 24 janvier 2017, l'ensemble des syndicats CGT insertion et probation de la DISP de Rennes apportent leur soutien à leur collègue du SPIP de St Nazaire qui s'est vu remettre une demande d'explications.

Sommés par diverses autorités extérieures au SPIP de donner la date et heure de la convocation d'une PPSMJ afin que les services de gendarmerie puissent remettre à cette dernière une « convocation », l'agent a toujours agi en transparence vis-à-vis de sa hiérarchie.

La PPSMJ a finalement été arrêtée (en guise de « convocation »...) aux abords immédiats du SPIP par plusieurs gendarmes armés, puis menotté. Comment prôner une relation « positive » et « bienveillante » avec les personnes suivies quand le SPIP devient un lieu d'arrestation? Comment demander « l'adhésion » au suivi dans ces conditions? Quelles réactions d'hostilités cette pratique peut engendrer chez la PPSMJ concernée ou témoins de cette scène?

Les agents du SPIP sont délibérément mis en danger et les CPIP voient tous les liens de confiance ruinés par cette pratique.

La CGT insertion et probation le répète : les SPIP ne peuvent pas devenir des lieux d'arrestations des personnes et être acteur des stratégies d'interpellations des forces de l'ordre.

Surtout, alors que notre collègue a été mis sous pression extrême par des demandes d'informations extérieures, sa propre administration l'accuse de manquement. Ainsi, il s'est vu remettre une demande d'explications pour une faute alléguée dans le cadre de l'entretien précédant l'arrestation. Cette demande d'explication n'a strictement aucun sens : le collègue accusé a toujours agi en transparence avec sa hiérarchie et dans le cadre de ses missions. Sa hiérarchie se rend-elle compte dans quelles conditions le collègue a fait son entretien ? Se rend-elle compte des pressions engendrées directement sur lui par les forces de l'ordre ?

Ce collègue est à nouveau mis sous pression par son administration qui remet en cause son professionnalisme et sa loyauté par cette demande d'explications.

L'ensemble des syndicats de la CGT insertion et probation de la DISP de Rennes feront bloc autour de ce collègue injustement mis en cause.

Ces pratiques d'arrestation aux abords des SPIP et le management « par la peur » doivent cesser immédiatement.

A Rennes, le 01/02/2017